

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 47.079/4
du 16 SEPTEMBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le 24 juillet 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 20 septembre 2009 ^(*), sur un projet d'arrêté royal "relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées", a donné l'avis suivant :

(*) Par courriel du 12 août 2009.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet trouvent leur fondement dans les articles 14, alinéa 1^{er}, et 16 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. Elles doivent dès lors faire l'objet d'une concertation avec les Communautés (article 14, alinéa 1^{er}) ou être soumises à l'avis des Communautés (article 16), comme l'indique le préambule de l'arrêté en projet.

Il ressort du contact pris avec les délégués du ministre que ces formalités n'ont pas encore été accomplies.

L'auteur du projet veillera à leur bon accomplissement. Il est rappelé que si le projet était modifié à la suite de cette concertation et de cet avis pour en tenir compte, il conviendrait de soumettre ces modifications à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

2. Il résulte de l'article 39, § 3, de la loi du 13 juin 2005 précitée que l'arrêté royal doit être pris sur proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après l'"Institut") pour ce qui concerne les dispositions qui ont cet article pour fondement légal. Il en résulte que l'auteur du projet doit être en mesure de justifier que tel est bien le cas et l'alinéa 2 du préambule sera modifié en ce sens.

Observations générales

1. L'article 3 de l'arrêté en projet prévoit de ne pas exiger d'autorisation pour certaines stations, en application de l'article 39, § 2, de la loi du 13 juin 2005 précitée. Il convient toutefois d'être en mesure de justifier, dans le rapport au Roi, ce qui permet, au regard du principe d'égalité, de dispenser certaines stations et pas d'autres.

Dans le même ordre d'idées, il convient d'indiquer, dans le rapport au Roi, ce qui peut justifier, au regard du principe d'égalité, qu'à l'article 45, il soit prévu que la mise en service de certaines stations ou réseaux de radiocommunications par les organismes qui y sont énumérés ne donne pas lieu au paiement de redevances.

2. L'auteur du projet doit être en mesure de justifier, au regard du principe de proportionnalité, que, dans plusieurs dispositions, il est prévu de ne pas rembourser, totalement ou partiellement, selon les cas, la redevance annuelle payée pour la période suivant une décision de révocation ou de suspension d'une autorisation (articles 10 et 29⁽¹⁾ du projet) ou une décision de résiliation lorsque celle-ci n'a pas été faite pour le 31 décembre d'une année (article 43).

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser uniquement l'alinéa 1^{er} de l'article 14 de la loi du 13 juin 2005 précitée. En effet, l'arrêté en projet n'exécute pas l'ensemble de l'article 14, mais uniquement son alinéa 1^{er}.

Dans la mesure où certains droits d'utilisation⁽²⁾ auraient pour objectif, conformément à l'article 30, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 précitée "de garantir une utilisation optimale" des fréquences, cette disposition devrait être mentionnée également à l'alinéa 1^{er} du préambule et le rapport au Roi devrait être complété pour fournir les explications nécessaires à la compréhension du mode de calcul de ces redevances.

⁽¹⁾ Sous réserve de l'observation faite sous l'article 29.

⁽²⁾ Voir en particulier l'article 3, alinéa 1^{er}, 2/, de l'annexe 1 du projet d'arrêté.

2. Conformément aux recommandations de technique législative, il y a lieu de citer au préambule les arrêtés modifiés, abrogés ou retirés par l'arrêté en projet ⁽³⁾.

Dispositif

Article 1^{er}

1. La station de radiocommunications est définie par l'article 2, 38/, de la loi du 13 juin 2005 précitée comme "l'ensemble formé par un appareil émetteur, un appareil émetteur-récepteur ou un appareil récepteur de radiocommunications et les antennes associées, ainsi que tous les composants nécessaires au fonctionnement de l'ensemble".

À l'article 1^{er}, 3/ à 6/, du projet, qui définit les stations de radiocommunications fixes, transportables, mobiles et portables, mieux vaut dès lors remplacer les termes "station radioélectrique" par les termes "station de radiocommunications telle que définie par l'article 2, 38/, de la loi".

Une observation analogue vaut, dans le même article, pour les 19/ à 23/ ainsi que pour l'article 6, § 1^{er}.

2. Au 4/, il convient d'ajouter les mots "de radiocommunications" entre les mots "station" et "transportable".

3. Dans la version française, aux définitions données aux 10/ et 11/, il est tantôt question de "puissance apparente rayonnée", tantôt question de "puissance rayonnée effective" alors qu'il est chaque fois fait usage dans la version néerlandaise du projet des mots "effectief uitgestraald vermogen". Il convient d'assurer la cohérence du projet en la matière.

⁽³⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 30 et formule F 3-3, www.raadvst-consetat.be, (16/09/2009).

4. La définition du 25/ doit être revue afin qu'apparaisse clairement l'élément auquel se rapportent les termes "sans perturbations et sans protections" et que les conséquences de cette qualification soient sans équivoque ⁽⁴⁾.

Article 2

L'alinéa 3 prévoit que l'arrêté en projet ne s'applique pas aux stations de radiocommunications installées à bord d'un navire ou d'un aéronef, comme étant l'équipement de bord généralement accepté.

Interrogés sur les raisons de cette exclusion, les délégués ont précisé que ces stations feraient l'objet d'un autre arrêté. Cette précision mériterait de figurer dans le rapport au Roi.

Article 5

Selon l'article 5, § 1^{er}, 2^e phrase, "L'institut publie ces prescriptions sur son site Internet". À défaut d'une habilitation expresse dans la loi du 13 juin 2005 ne prévoyant ce type de publication, la disposition en projet ne dispense pas l'Institut d'une publication au moins par mention au Moniteur belge.

Article 6

Le paragraphe 4 prévoit que lorsque des difficultés techniques empêchent de satisfaire à toutes les demandes d'autorisation, l'Institut peut établir des priorités en fonction des besoins de la sécurité ou de l'économie.

⁽⁴⁾ Voir les définitions qui sont données de l'expression "sans brouillage et sans protection" dans l'article 2, 4), de la décision 2005/50/CE de la Commission du 17 janvier 2005 relative à l'harmonisation du spectre dans la bande de fréquence des 24 GHz en vue de l'utilisation limitée dans le temps par des systèmes radar à courte portée pour automobile dans la Communauté et de l'expression "sans interférence et sans protection" dans l'article 2, 2), de la décision 2006/804/CE de la Commission du 23 novembre 2006 relative à l'harmonisation du spectre radioélectrique pour les dispositifs d'identification par radiofréquence (RFID) utilisant la bande UHF (ultra haute fréquence).

Le rapport au Roi gagnerait à donner des exemples de ce qui peut être considéré comme besoins de la sécurité ou de l'économie.

Article 7

Il n'y a pas lieu de préciser que l'autorisation est personnelle car c'est déjà prévu par l'article 39, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 précitée.

En ce qui concerne l'alinéa 3, les délégués du ministre ont précisé qu'il s'agissait de permettre à l'Institut d'indiquer les modalités de transmission d'une renonciation. La disposition sera rédigée en ce sens.

Article 8

La section de législation n'aperçoit pas l'utilité du paragraphe 1^{er} dès lors que, par défaut, il appartient à l'Institut de déterminer la forme et le format dans lesquels il délivre les autorisations qu'il accorde.

Le paragraphe 1^{er} sera omis.

Article 10

À l'article 10, mieux vaut prévoir les modalités d'application et de mise en oeuvre du principe *audi alteram partem*.

Article 14

Au paragraphe 2, il y a lieu de remplacer les mots "du père, de la mère, du tuteur ou de la personne qui en a la garde matérielle" par les mots "d'une personne qui exerce l'autorité parentale".

Article 15

1. Le paragraphe 2 habilite l'Institut à accorder à certaines stations des dérogations à l'obligation d'attribution d'un indicatif d'appel.

La disposition en projet est toutefois en défaut d'indiquer les critères permettant d'accorder ces dérogations, si bien que la section de législation n'aperçoit pas dans quelle hypothèse de telles dérogations pourraient être accordées.

À défaut de préciser les critères objectifs permettant à l'Institut d'accorder des dérogations, la disposition en projet sera omise.

2. Par ailleurs, au paragraphe 2, alinéa 3, les mots "et en les motivant" sont inutiles puisque pareille obligation résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

La même observation vaut pour les articles 17, alinéa 2, et 20.

Article 16

1. Au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3, qui ne fait que rappeler l'existence de "sanctions prévues par la loi", est inutile et doit être omis.

2. Il ressort du paragraphe 3 que lorsqu'un nouvel exploitant décide de reprendre définitivement un réseau de radiocommunications dont il est entré en possession inopinée à la suite d'un décès, d'une faillite ou d'un changement de raison sociale de la personne précédemment autorisée, celle-ci (ou ses héritiers) ne pourra pas récupérer les redevances de contrôle et de surveillance qu'elle aurait déjà payées.

Une telle disposition ne peut être admise. La section de législation n'aperçoit pas en effet ce qui peut justifier, au regard du principe d'égalité, que le nouvel exploitant ne paie pas de redevances durant une période où il exploite le réseau, alors que l'ancien devrait continuer à payer.

Par ailleurs, la section de législation n'aperçoit pas ce qui peut justifier que l'ancien exploitant ne puisse pas être remboursé des redevances qu'il aurait payées pour une période qui suit la fin de son exploitation.

Article 19

L'article 19, alinéa 6, 2/, du projet prévoit la possibilité d'une révocation "immédiate" de l'autorisation lorsque l'utilisateur d'une fréquence commune ou collective tente de s'emparer d'une telle fréquence au détriment des autres utilisateurs. À défaut de précision dans le rapport au Roi, la section de législation s'interroge sur la portée qu'il convient de conférer au mot "immédiate".

Pareille disposition ne peut dispenser l'Institut d'offrir au titulaire de l'autorisation la possibilité d'être entendu avant qu'une mesure aussi radicale, qu'est la révocation de l'autorisation, ne soit prise à son égard.

Par ailleurs, le projet gagnerait à être complété en vue de permettre, dans certaines circonstances d'urgence, de prendre à l'égard de certains titulaires d'autorisation des mesures provisoires.

La disposition sera revue à la lumière de ces observations.

Article 21

L'article 21 vise à exécuter l'article 43, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005 précitée, qui dispose comme suit :

"Le Roi détermine, après avis de l'Institut, les conditions dans lesquelles le titulaire d'une autorisation est indemnisé de ses frais lorsqu'une modification technique de ses appareils émetteurs ou récepteurs de radiocommunications lui est imposée pour des raisons d'intérêt public."

Il ressort de cette disposition que lorsque des raisons d'intérêt public imposent une modification technique, le titulaire d'une autorisation doit avoir la possibilité d'être indemnisé, selon certaines conditions fixées par le Roi.

La disposition en projet n'est pas totalement conforme à cette habilitation. En effet, à l'article 21, alinéa 5, 3/, il est prévu de ne pas accorder d'indemnisation dans des hypothèses où, pourtant, les modifications techniques imposées résultent de raisons qui semblent pouvoir être considérées comme étant d'intérêt public.

Il ressort du contact pris avec les délégués que les hypothèses visées sous b) et c) concernent, d'une part, les modifications structurelles du réseau de la personne qui demanderait éventuellement à être indemnisée et, d'autre part, la nécessité de lever un brouillage dont est victime cette personne elle-même. De telles hypothèses ne semblent effectivement pas être liées à des raisons d'intérêt public.

Par contre, le cas visé sous a) doit être considéré comme un cas dans lequel des raisons d'intérêt public (l'application d'un accord international) doivent permettre à la personne d'être indemnisée.

La disposition en projet sera revue en conséquence.

Article 22

Dans la version française, il convient de viser les articles 23 (et non 22) à 29.

Article 25

1. Dans la version française, il convient :

- à l'alinéa 1^{er}, de remplacer le terme "complémentaires" par le terme "supplémentaires", conformément à la terminologie de l'article 23 de la loi du 13 juin 2005 précitée;
- à l'alinéa 2, de remplacer les mots "au § 1^{er}" par les mots "à l'alinéa 1^{er}", conformément à la version néerlandaise.

.../...

2. La disposition est en défaut de rencontrer l'exigence de transparence qui résulte de l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 précitée. Ces critères de sélection doivent être publiés au plus tard au moment où l'Institut publie la communication au Moniteur belge prévue par l'article 25, alinéa 1^{er}, du projet.

Article 29

Cet article prévoit que l'Institut peut suspendre ou révoquer les droits d'utilisation, notamment lorsque leur titulaire ne respecte pas les conditions auxquelles ces droits ont été octroyés, selon la procédure qu'il précise.

Comme l'a observé la section de législation du Conseil d'État dans son avis 45.792/4 ⁽⁵⁾,

"Une hypothèse expresse de retrait d'un droit d'utilisation est bien prévue par l'article 18, § 3, de la loi du 13 juin 2005, précitée, lequel dispose :

«Lorsqu'une fréquence, ayant fait l'objet d'un droit d'utilisation, n'est pas mise en service dans un délai raisonnable, l'Institut peut retirer le droit d'utilisation après avoir entendu la personne concernée.»

La disposition en projet vise toutefois d'autres hypothèses que celle prévue par l'article 18, § 3. À cet égard, l'article 21 de la loi du 17 janvier 2003, précitée, règle déjà les hypothèses et la procédure à suivre par l'Institut en cas de non-respect de la législation ou de la réglementation applicables dans le secteur des postes et télécommunications. Il s'ensuit qu'à défaut d'habilitation expresse, il n'appartient pas au Roi ni de prévoir d'autres sanctions que celles prévues dans la loi, ni de fixer d'autres règles de procédure que celles également fixées dans la loi."

En conséquence, l'article 29 du projet doit être omis.

La même observation vaut pour l'article 34 du projet.

⁽⁵⁾ Avis 45.792/4, donné le 4 février 2009, sur un projet devenu l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz.

Article 45

La section de législation n'aperçoit pas l'utilité du renvoi à l'article 36 de l'arrêté.

Article 48

À l'alinéa 1^{er}, 4/, il conviendrait de compléter la disposition par les mots "visée à l'article 49".

Article 50

Un ministre ne pouvant être habilité qu'à régler des questions d'ordre secondaire ou de détail, il convient de mieux encadrer l'habilitation faite au ministre de fixer les conditions relatives à l'établissement et au fonctionnement de stations de radiocommunications par des radioamateurs.

Articles 51 et 52

Les articles 51 et 52 prévoient la saisie de matériel par le service de contrôle de l'Institut. Une telle atteinte au droit de propriété ne peut être prévue que par le législateur. Les hypothèses dans lesquelles les membres du personnel peuvent saisir les objets sont expressément prévues par l'article 25 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges. Il n'appartient en conséquence pas au Roi, ni de répéter ces hypothèses ⁽⁶⁾ ni de les compléter.

Les dispositions seront revues à la lumière de ces observations.

⁽⁶⁾ Voir l'avis 41.815/4, donné le 6 décembre 2006 sur un projet devenu l'arrêté royal du 26 janvier 2007 relatif à la police des ondes en modulation de fréquence dans la bande 87.5 MHz -108 MHz (observation 5).

Article 53

1. Au 2/, compte tenu des abrogations déjà apportées à ces dispositions par l'arrêté royal du 24 mars 2009 précité, il convient d'abroger purement et simplement les articles 13*bis*, 31*bis*, 31*ter* et 31*quater*.

2. Au 3/, compte tenu de l'observation formulée sous le 2/, il convient d'abroger le point 9.1.

Article 54

Interrogés sur la portée exacte de la disposition en projet, les délégués du ministre ont précisé que l'intention est de permettre aux autorisations délivrées en application de la réglementation que l'arrêté en projet vise à remplacer, de rester valables mais de leur appliquer pour l'avenir la nouvelle réglementation.

La disposition en projet sera revue afin de mieux exprimer cette intention.

Article 56

Il y a lieu d'écrire, conformément à l'article 2, 2/, de la loi du 13 juin 2005 précitée,

"Le ministre qui a les communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Observation finale de légistique

À diverses reprises la terminologie utilisée dans la version française du projet ne correspond pas à celle de la loi.

Par ailleurs, l'auteur du projet veillera à la cohérence terminologique entre les versions française et néerlandaise. Ainsi, à titre d'exemple et outre les exemples déjà cités, à l'article 8, § 2, alinéa 2, les mots "de licence" doivent être remplacés par les mots "d'autorisation".

Observations de forme

Du point de vue d'un usage cohérent et correct de la langue, le texte néerlandais du projet devrait être revu. À titre d'exemple, il est relevé ce qui suit :

- 1) à l'article 1^{er}, 4/, il est défini un "transportabel radiostation" tandis qu'ailleurs dans le projet (articles 27 et 28) il est question d'un "draagbaar radiostation";
- 2) - à l'article 43, alinéa 2, il faut écrire "Het stempel" au lieu de "De stempel" et à l'alinéa 4 "het buiten dienst gestelde radiotoestel is gegeven" au lieu de "het buiten dienst gesteld radiotoestel werd gegeven";
- à l'article 45 il faudrait écrire "die welke" au lieu de "deze die";
- dans l'ensemble du projet, il faudrait écrire "houder van een vergunning" au lieu de "titularis van een vergunning".

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.079/4
VAN 16 SEPTEMBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 24 juli 2009 door de Ministre voor Ondernemen en Vereenvoudigen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 20 september 2009 ^(*), van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen", heeft het volgende advies gegeven :

^(*) Bij e-mail van 12 augustus 2009.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit ontleen hun rechtsgrond aan de artikelen 14, eerste lid, en 16 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie. Dat betekent dat over die bepalingen overleg moet worden gepleegd met de gemeenschappen (artikel 14, eerste lid) of dat daarover het advies van de gemeenschappen moet worden ingewonnen (artikel 16), zoals in de aanhef van het ontworpen besluit wordt vermeld.

Er is contact opgenomen met de gemachtigden van de minister, en gebleken dat nog niet aan die vormvereisten is voldaan.

De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat die vormvereisten naar behoren worden vervuld. Er wordt aan herinnerd dat, indien het ontwerp als gevolg van dat overleg of advies gewijzigd zou worden om daarmee rekening te houden, die wijzigingen voor advies aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State moeten worden voorgelegd.

2. Uit artikel 39, § 3, van de voornoemde wet van 13 juni 2005 blijkt dat het koninklijk besluit, wat betreft de bepalingen die dat artikel als rechtsgrond hebben, uitgevaardigd moet worden op voorstel van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (hierna "Instituut" genoemd). De steller van het ontwerp moet derhalve kunnen aantonen dat zulks aldus geschied is en het tweede lid van de aanhef moet in die zin gewijzigd worden.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 3 van het ontworpen besluit bepaalt dat voor sommige stations geen vergunning wordt vereist overeenkomstig artikel 39, § 2, van de voornoemde wet van 13 juni 2005. In het verslag aan de Koning moet evenwel gewettigd kunnen worden wat uit het oogpunt van het gelijkheidsbeginsel het mogelijk maakt dat sommige stations vrijgesteld worden en andere niet.

Zo ook moet in het verslag aan de Koning vermeld worden hoe ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel te wettigen valt dat artikel 45 bepaalt dat voor de inwerkingstelling van sommige radiostations of radionetten door de instanties die in dat artikel worden genoemd, geen rechten betaald hoeven te worden.

2. De steller van het ontwerp moet ten aanzien van het evenredigheidsbeginsel kunnen wettigen dat in verscheidene bepalingen staat dat het jaarlijkse recht betaald voor de periode die volgt op een beslissing tot intrekking of schorsing van een vergunning (artikelen 10 en 29⁽¹⁾ van het ontwerp) of op een opzegging wanneer die niet uiterlijk op 31 december van een bepaald jaar is geschied (artikel 43), naargelang van het geval niet geheel of gedeeltelijk wordt terugbetaald.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid behoort enkel verwezen te worden naar het eerste lid van artikel 14 van de voornoemde wet van 13 juni 2005. Het ontworpen besluit legt immers niet het hele artikel 14 ten uitvoer, maar alleen het eerste lid ervan.

⁽¹⁾ Onder voorbehoud van de opmerking gemaakt onder artikel 29.

Doordat sommige gebruiksrechten⁽²⁾ ertoe zouden strekken overeenkomstig artikel 30, § 1, van de voornoemde wet van 13 juni 2005 "een optimaal gebruik (...) te waarborgen" van de frequenties, behoort die bepaling ook vermeld te worden in het eerste lid van de aanhef en behoort het verslag aan de Koning aangevuld te worden met de uitleg nodig om de berekeningswijze van die rechten te begrijpen.

2. Overeenkomstig de aanbevelingen van de wetgevingstechniek moeten in de aanhef de besluiten worden vermeld die bij het ontworpen besluit gewijzigd, opgeheven of ingetrokken worden⁽³⁾.

Dispositief

Artikel 1

1. In artikel 2, 38/, van de voornoemde wet van 13 juni 2005 wordt radiostation gedefinieerd als "het geheel samengesteld uit een zendtoestel, een zend- en ontvangtoestel of een ontvangtoestel voor radiocommunicatie, de ermee verbonden antennes alsook alle onderdelen die nodig zijn om het geheel te laten functioneren".

Het zou dan ook beter zijn in artikel 1, 3/ tot 6/, van het ontwerp, waarin de vaste, transportabele, mobiele en draagbare radiostations worden gedefinieerd, "radiostation zoals gedefinieerd in artikel 2, 38/, van de wet" te schrijven.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de onderdelen 19/ tot 23/ van hetzelfde artikel en voor artikel 6, § 1.

2. In de Franse tekst moeten in onderdeel 4/ de woorden "de radiocommunications" ingevoegd worden tussen de woorden "station" en "transportable".

⁽²⁾ Zie inzonderheid artikel 3, eerste lid, 2/, van bijlage 1 van het ontwerpbesluit.

⁽³⁾ Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 30 en formule F3-3, www.raadvst-consetat.be (16/09/2009).

3. In de Franse versie is er in de definities gegeven in 10/ en 11/onderscheidenlijk sprake van "puissance apparente rayonnée" en van "puissance rayonnée effective", terwijl in de Nederlandse versie van het ontwerp telkens de woorden "effectief uitgestraald vermogen" worden gebruikt. Er moet wat dat betreft gezorgd worden voor samenhang van het ontwerp.

4. De definitie van 25/ moet zo worden herzien dat duidelijk is waarop de woorden "op storingsvrije en onbeschermd basis" precies slaan en ondubbelzinnig vaststaat wat de gevolgen zijn van die kenschetsing ⁽⁴⁾.

Artikel 2

In het derde lid staat dat het ontworpen besluit niet van toepassing is op radiostations die als algemeen aanvaarde boordapparatuur geïnstalleerd zijn aan boord van een vaartuig of een luchtvaartuig.

Op de vraag naar de redenen van die uitsluiting hebben de gemachtigden gepreciseerd dat voor die stations een ander besluit zou worden uitgewerkt. Die precisering zou opgenomen moeten worden in het verslag aan de Koning.

⁽⁴⁾ Zie de definitie die gegeven worden van de uitdrukking "op interferentievrije en onbeschermd basis" in artikel 2, 4) van beschikking 2005/50/EG van de Commissie van 17 januari 2005 inzake de harmonisatie van de 24 GHz-radiospectrumband voor in de tijd beperkt gebruik door kortbereikradarapparatuur voor motorvoertuigen in de Gemeenschap, en van de uitdrukking "niet-interferentie- en niet-beschermd basis" in artikel 2, 2), van beschikking 2006/804/EG van de Commissie van 23 november 2006 inzake de harmonisatie van het radiospectrum voor apparaten voor identificatie met behulp van radiogolven (RFID) in de ultrahoge frequentieband (UHF).

Artikel 5

In artikel 5, § 1, tweede zin, staat het volgende : "Het Instituut publiceert deze voorschriften op zijn website". Daar de wet van 13 juni 2005 geen uitdrukkelijke machtiging bevat voor die vorm van bekendmaking, stelt de ontworpen bepaling het Instituut er niet van vrij de voorschriften op zijn minst door vermelding in het Belgisch Staatsblad bekend te maken.

Artikel 6

In paragraaf 4 staat dat wanneer technische moeilijkheden beletten alle aanvragen om vergunning in te willigen, het Instituut prioriteiten kan vaststellen op basis van de behoeften inzake veiligheid of economie.

Het zou goed zijn in het verslag aan de Koning voorbeelden te geven van wat beschouwd kan worden als behoeften inzake veiligheid of economie.

Artikel 7

Er is geen reden om te vermelden dat de vergunning persoonlijk is, aangezien dat reeds bepaald is in artikel 39, § 1, van de voornoemde wet van 13 juni 2005.

Wat het derde lid betreft, hebben de gemachtigden van de minister gepreciseerd dat het de bedoeling is dat het Instituut kan aangeven hoe een opzegging wordt overgezonden. De bepaling moet in die zin worden geredigeerd.

Artikel 8

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat het nut is van paragraaf 1, aangezien het, tenzij anders bepaald, aan het Instituut toekomt de vorm en het formaat te bepalen van de vergunning die het verstrekt.

Paragraaf 1 moet vervallen.

Artikel 10

Het zou beter zijn in artikel 10 voor te schrijven wanneer en hoe het beginsel *audi alteram partem* zal worden toegepast.

Artikel 14

In paragraaf 2 moeten de woorden "van de vader, van de moeder, van de voogd of van de persoon die er materieel zorg voor draagt" vervangen worden door de woorden "van een persoon die het ouderlijk gezag uitoefent".

Artikel 15

1. Paragraaf 2 machtigt het Instituut om aan sommige stations afwijkingen toe te staan van de verplichte toewijzing van een roepnaam.

De ontworpen bepaling vermeldt evenwel niet op basis van welke criteria die afwijkingen kunnen worden toegestaan, zodat het de afdeling Wetgeving niet duidelijk is in welk geval zulke afwijkingen toegekend mogen worden.

Indien geen objectieve criteria worden vastgesteld op basis waarvan het Instituut afwijkingen kan toestaan, moet de ontworpen bepaling vervallen.

2. Bovendien zijn de woorden "op gemotiveerde wijze" in paragraaf 2, derde lid, overbodig, aangezien zulk een verplichting reeds voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 17, tweede lid, en 20.

Artikel 16

1. Het derde lid van paragraaf 1, waarin enkel het bestaan van "maatregelen waarin de wet voorziet" in herinnering wordt gebracht, is overbodig en moet vervallen.

2. Uit paragraaf 3 blijkt dat wanneer een nieuwe exploitant besluit definitief een radionet over te nemen dat onverwacht in zijn bezit is gekomen als gevolg van een sterfgeval, een faillissement of een verandering van firmanaam van de persoon die voordien over de vergunning beschikte, die persoon (of zijn erfgenamen) de controle- en toezichtsrechten die hij reeds zou hebben betaald, niet kan terugvorderen.

Zulk een bepaling is onaanvaardbaar. Het is de afdeling Wetgeving immers niet duidelijk hoe ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel te wettigen valt dat de nieuwe exploitant geen rechten betaalt gedurende een periode dat hij het net exploiteert, terwijl de vorige exploitant zou moeten blijven betalen.

Het is de afdeling Wetgeving bovendien niet duidelijk wat kan rechtvaardigen dat de vroegere exploitant de rechten die hij zou hebben betaald voor een periode die volgt op het einde van zijn exploitatie, niet terugbetaald kan krijgen.

Artikel 19

Artikel 19, zesde lid, 2/, van het ontwerp voorziet in de mogelijkheid van een "onmiddellijke" intrekking van de vergunning wanneer de gebruiker van een gemeenschappelijke of collectieve frequentie die frequentie probeert in te palmen ten nadele van de andere gebruikers. De afdeling Wetgeving vraagt zich af wat de strekking is van het woord "onmiddellijk", daar deze niet nader bepaald wordt in het verslag aan de Koning.

Zulk een bepaling kan het Instituut er niet van vrijstellen de houder van de vergunning de mogelijkheid te bieden gehoord te worden voordat zo'n ingrijpende maatregel als de intrekking van de vergunning ten aanzien van hem wordt genomen.

Bovendien zou het beter zijn het ontwerp zo aan te vullen dat in sommige dringende omstandigheden ten aanzien van sommige vergunninghouders voorlopige maatregelen kunnen worden genomen.

De bepaling moet in het licht van deze opmerkingen worden herzien.

Artikel 21

Artikel 21 strekt tot uitvoering van artikel 43, tweede lid, van de voormelde wet van 13 juni 2005, welke bepaling als volgt luidt :

"De Koning bepaalt, na advies van het Instituut, onder welke voorwaarden de vergunninghouder voor zijn kosten wordt vergoed wanneer hem, om redenen van openbaar belang, een technische wijziging van zijn zend- of ontvangtoestel voor radiocommunicatie opgelegd wordt."

Uit deze bepaling blijkt dat, wanneer een technische wijziging om redenen van openbaar belang noodzakelijk is, de vergunninghouder vergoed moet kunnen worden op bepaalde voorwaarden die door de Koning vastgesteld worden.

De ontworpen bepaling is niet volledig in overeenstemming met die machtiging. In artikel 21, vijfde lid, 3/, wordt immers bepaald dat geen vergoeding wordt toegekend in gevallen waarin de technische wijzigingen nochtans opgelegd worden om redenen die geacht kunnen worden van openbaar belang te zijn.

Uit het overleg dat met de gemachtigde ambtenaren gepleegd is, blijkt dat de gevallen bedoeld in b) en c) betrekking hebben op, ten eerste, structurele wijzigingen van het net van de persoon die eventueel zou vragen om vergoed te worden en, ten tweede, op de noodzaak om een storing op te heffen waaronder die persoon zelf te lijden heeft. Zulke gevallen kunnen blijkbaar niet in verband worden gebracht met redenen van openbaar belang.

Het geval dat in a) bedoeld wordt, dient daarentegen te worden beschouwd als een geval waarin redenen van openbaar belang (de toepassing van een internationale overeenkomst) grond opleveren om de persoon te vergoeden.

De ontworpen bepaling behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 22

In de Franse tekst dienen de woorden "22 à 29" te worden vervangen door de woorden "23 à 29".

Artikel 25

1. In de Franse tekst dienen de volgende wijzigingen te worden aangebracht :

- in het eerste lid dient het woord "complémentaires" te worden vervangen door het woord "supplémentaires", overeenkomstig de bewoordingen van artikel 23 van de voornoemde wet van 13 juni 2005;
- in het tweede lid dienen de woorden "au § 1^{er}" te worden vervangen door de woorden "à l'alinéa § 1^{er}" overeenkomstig de Nederlandse tekst.

2. Deze bepaling voldoet niet aan het transparantievereiste dat voortvloeit uit artikel 21, § 1, van de voormelde wet van 13 juni 2005. Die selectiecriteria moeten bekendgemaakt worden uiterlijk wanneer het Instituut in het Belgisch Staatsblad de mededeling publiceert voorgeschreven in artikel 25, eerste lid, van het ontwerp.

Artikel 29

In dit artikel wordt bepaald dat het Instituut volgens de daarin aangegeven procedure de gebruiksrechten kan schorsen of intrekken, inzonderheid wanneer de houder ervan zich niet houdt aan de voorwaarden waaronder die gebruiksrechten zijn verleend.

In haar advies 45.792/4 ⁽⁵⁾ heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State evenwel het volgende opgemerkt :

"Artikel 18, § 3, van de voornoemde wet van 13 juni 2005 voorziet weliswaar in een uitdrukkelijk geval van intrekking van een gebruiksrecht, en luidt als volgt :

«Indien een frequentie waarvoor een gebruiksrecht werd verkregen, niet binnen een redelijke termijn in dienst wordt genomen, kan het Instituut, na de betrokkene gehoord te hebben, het gebruiksrecht intrekken.»

In de ontworpen bepaling is evenwel sprake van andere gevallen dan dat waarin artikel 18, § 3, voorziet. In dat verband regelt artikel 21 van de voornoemde wet van 17 januari 2003 reeds de gevallen alsmede de procedure welke het Instituut moet volgen als de wetgeving of regelgeving die van toepassing is in de sector van de post en telecommunicatie niet in acht wordt genomen. Daaruit volgt dat het bij gebrek aan uitdrukkelijke machtiging, niet (aan de Koning) staat te voorzien in andere sancties dan die welke de wet voorschrijft, noch andere procedureregels te geven dan die welke eveneens bij wet zijn vastgesteld."

Artikel 29 van het ontwerp moet bijgevolg vervallen.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 34 van het ontwerp.

Artikel 45

De afdeling Wetgeving ziet niet in wat voor nut de verwijzing naar artikel 36 van het besluit heeft.

Artikel 48

In het eerste lid, 4/, dienen de woorden "bedoeld in artikel 49" te worden ingevoegd tussen de woorden "de aangifteplicht" en "niet nakomt".

⁽⁵⁾ Advies 45.792/4, uitgebracht op 4 februari 2009, over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500/3510-3600 MHz en 10150-10300/10500-10650 MHz.

Artikel 50

Aangezien een minister alleen gemachtigd kan worden tot het regelen van kwesties van bijkomstige of detailmatige aard, dient de machtiging van de minister om de voorwaarden betreffende het aanleggen en het doen werken van radiostations door radioamateurs te bepalen beter afgelijnd te worden.

Artikelen 51 en 52

Volgens de artikelen 51 en 52 kan de controledienst van het Instituut materiaal in beslag nemen. In zulk een aantasting van het eigendomsrecht kan alleen de wetgever voorzien. De gevallen waarin de personeelsleden zaken in beslag kunnen nemen, zijn uitdrukkelijk bepaald in artikel 25 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector. Bijgevolg staat het niet aan de Koning om die gevallen in herinnering te brengen ⁽⁶⁾ of om die wet aan te vullen.

De bepalingen dienen in het licht van die opmerkingen te worden herzien.

Artikel 53

1. Gelet op de bepalingen die reeds opgeheven zijn bij het voornoemde koninklijk besluit van 24 maart 2009, dienen in onderdeel 2/ de artikelen 13*bis*, 31*bis*, 31*ter* en 31*quater* zonder meer te worden opgeheven.

2. In onderdeel 3/ dient punt 9.1. te worden opgeheven, gelet op de opmerking die over onderdeel 2/ is gemaakt.

⁽⁶⁾ Zie advies 41.815/4, gegeven op 6 december 2006 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 26 januari 2007 betreffende de etherpolitie met betrekking tot frequentiemodulatie in de band 87.5 MHz – 108 MHz (opmerking 5).

Artikel 54

Naar aanleiding van een vraag betreffende de exacte reikwijdte van de ontworpen bepaling, hebben de gemachtigden van de minister aangegeven dat het de bedoeling is dat vergunningen die afgegeven zijn met toepassing van de regeling die bij het ontworpen besluit vervangen wordt, geldig blijven maar voortaan onder de nieuwe regeling vallen.

De ontworpen bepaling dient aldus herzien te worden dat die bedoeling beter tot uiting komt.

Artikel 56

Overeenkomstig de voornoemde wet van 13 juni 2005 behoort te worden geschreven :

"De minister bevoegd voor elektronische communicatie is belast met de uitvoering van dit besluit."

Slotopmerking betreffende de wetgevingstechniek

Op verscheidene plaatsen stemt de terminologie die in de Franse tekst wordt gebezigd niet overeen met die van de wet.

Voorts dient de steller van het ontwerp zorg te dragen voor de overeenstemming tussen de terminologie van de Nederlandse en de Franse tekst. Zo bijvoorbeeld - en naast de reeds opgegeven voorbeelden - dienen in de Franse tekst van artikel 8, § 2, tweede lid, de woorden "de licence" te worden vervangen door de woorden "d'autorisation".

Vormopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou uit een oogpunt van consequent en correct taalgebruik herzien moeten worden. Bij wijze van voorbeeld wordt op het volgende gewezen :

- 1) in artikel 1, 4/, wordt een "transportabel radiostation" gedefinieerd, terwijl elders in het ontwerp (artikelen 27 en 28) sprake is van een "draagbaar radiostation";
- 2) - in artikel 43, tweede lid, zou "Het stempel" geschreven moeten worden in plaats van "De stempel" en in het vierde lid "het buiten dienst gestelde radiotoestel is gegeven" in plaats van "het buiten dienst gesteld radiotoestel werd gegeven";
- in artikel 45 schrijve men "die welke" in plaats van "deze die";
- in heel het ontwerp schrijve men "houder van een vergunning" in plaats van "titularis van een vergunning".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevrouw L. VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY